



Plaidoyer pour une alternance sereine: Avènement de la IIe République

Par [Chems Eddine Chitour](#)

Mondialisation.ca, 28 mars 2019

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Histoire et Géopolitique](#)

Analyses: [LE MAGHREB](#)

«Le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître et dans ce clair-obscur surgissent les monstres» Antonio Gramsci

Les événements s'accélérent en effet, le peuple algérien retient son souffle mardi 26 mars, un rebondissement au plus haut niveau de l'Etat: l'armée a décidé d'une façon de contribuer à défendre les acquis du pays, en défendant à l'extérieur, mais aussi à la mise en oeuvre d'une alternance apaisée en respectant la Constitution. Ce n'est pas un coup d'état malgré les rumeurs colportées pour brouiller les pistes: le général de corps d'armée Ahmed Gaïd Salah a, en effet, appelé à recourir à l'article 102 de la Constitution, qui prévoit l'«empêchement» du chef de l'Etat. Le message, diffusé en boucle sur la télévision publique depuis la 4ème Région militaire de Ouargla, scelle la rupture entre l'armée et le clan présidentiel. Ce geste d'Ahmed Gaïd Salah marque une nouvelle étape dans la crise qui secoue l'Algérie depuis plus d'un mois alors que des millions d'Algériens défilent chaque vendredi contre le maintien au pouvoir de M. Bouteflika aux cris de «dégagez le système». «Il faut adopter une solution qui garantisse la satisfaction de toutes les revendications légitimes du peuple algérien et le respect des dispositions de la Constitution ainsi que la continuité de la souveraineté de l'Etat, une solution de nature à être acceptée de tous», a déclaré le général de corps d'armée Ahmed Gaïd Salah, nommé à la tête de l'armée en 2004 par M. Bouteflika lui-même.

Pour le spécialiste de l'Algérie Luis Martinez, l'armée, en lâchant Bouteflika, «prend la main par défaut».

«La classe politique n'arrivant pas à imposer au clan présidentiel le départ du président, l'armée intervient. Elle considère impossible de continuer à gérer ces tensions dans la rue, de prendre le risque d'une confrontation violente avec la société pour un président hors jeu depuis 2013, (...) On va certainement assister à une volonté de faire tomber des têtes pour montrer qu'il y a une volonté de renouvellement, de changement, et à une éviction progressive de tous ces personnages qui ont assisté, accompagné Bouteflika ces 20 dernières années. Par ce geste, l'armée envoie un message à la population qui consiste à dire: «Je vous ai compris.» Cela veut-il dire qu'elle prend aussi la main sur la transition et réinvestit le champ politique? On n'est pas face à une menace terroriste, djihadiste, qui amène l'armée à intervenir. L'armée le dit et le redit: elle n'est pas aujourd'hui construite, formatée, de par ses officiers depuis 20 ans, pour aller dans ce type de confrontation. (...) Pour les manifestants, le message important est que l'armée ne sera pas contre eux. (...)» (1)

L'avis autorisé des constitutionalistes

Celles et ceux parmi les spécialistes qui sont fondés à dire le droit sans chapelle idéologique mais tout aussi patriotes se sont exprimées d'une façon pondérée. Nous lisons leur point de vue : « Gaïd Salah a-t-il violé la Constitution? Non, bien au contraire!, répondent les spécialistes en droit constitutionnel. En effet, au moment où tous le monde se prétend professionnel en la matière, sortant des théories plus farfelues les unes que les autres, les vrais experts donnent leur quitus. Ils ont même soutenu que l'application de l'article 102 de la Constitution était «inévitable» si l'on voulait préserver la stabilité du pays et ses institutions. «C'est la seule alternative et le seul instrument juridique et constitutionnel qui existent pour éviter une situation en dehors du cadre constitutionnel», a tranché, hier, le professeur de droit constitutionnel, Walid Laggoune. Cet éminent spécialiste en la matière a lancé depuis plusieurs semaines déjà des appels à qui de droit d'appliquer l'article 102 qui permettrait une sortie de crise «légale». Il s'est dans ce sens réjoui que l'Armée nationale populaire (ANP) se soit prononcée «en faveur de l'expression populaire». Le professeur Walid Laggoune tient à rappeler que le respect de la Constitution est, depuis cinq vendredis déjà, une revendication constante du peuple. Elle l'a été surtout par les magistrats et les avocats qui ont exprimé cette exigence dans la rue. Il faut dire que les magistrats et avocats, les plus aptes à débattre en matière de droit constitutionnel, ont envahi les rues ces dernières semaines en brandissant des pancartes appelant à appliquer cet article de la Constitution. Car, comme l'affirme le professeur Laggoune, l'obstination du Président Bouteflika à aller au-delà de la fin de son mandat aurait eu de graves conséquences sur le pays! «Devant l'obstination du Président de ne pas répondre à l'expression populaire, il ne restait que l'alternative de la déclaration de l'empêchement», a-t-il affirmé, se réjouissant également qu'on soit revenu au texte de la Constitution avant le 28 avril, date de l'expiration du mandat du président de la République en exercice » (2).

« L'avis de cet universitaire est partagé par sa collègue professeure Fatiha Benabbou. Cette enseignante en droit constitutionnel, qui est connue pour ne pas avoir sa langue dans sa poche, dira que c'est une solution constitutionnelle à la crise et préserver la stabilité du pays et l'unité nationale. La professeure Fatiha Benabbou va encore plus loin en estimant qu'une autre alternative que celle d'appliquer l'état d'empêchement serait désastreuse pour le pays. «Il serait dangereux de s'embarquer dans la conjoncture actuelle dans de nouvelles aventures», a-t-elle soutenu citant notamment l'appel à une Assemblée constituante. Elle a considéré qu'il est dans l'intérêt du peuple, du moins dans la phase actuelle, d'accepter la proposition du général de corps d'armée Gaïd Salah. «La sauvegarde du pays, sa stabilité et son unité nationale sont plus importantes que toute autre chose», a soutenu cette dame qui n'a pas cessé, ces dernières années, de dénoncer les viols répétés de la constitution. Dans ce sens, elle a tenu à mettre en avant le fait que Gaid Salah n'a pas outrepassé les prérogatives du Conseil Constitutionnel en proposant l'application de l'article 102 » (2).

Les réactions idéologiques des partis

Les réactions sont mitigées. Mise à part l'avis de deux associations de réflexion sur le devenir du pays, qui pense qu'il faut voir sans condamner, il y a ceux qui parlent de coup d'Etat et de perpétuation du système, même après le départ de Bouteflika. Ils en rajoutent en pratiquant la politique du pire . C'est le cas globalement des partis islamistes et même des autres partis qui se sentent hors jeu rejetés à la fois par le peuple et l'armée. Ils pensent à tort *s'imposer en s'opposant* et jouant de ce fait le sort de l'Algérie à la roulette russe. Il

en ainsi des partis politiques qui en donneurs de leçons et parrain auto-proclamés du peuple refusent en gros et en détail. La seule réaction modérée – à ma connaissance- est venue de *Talaiäte el Hourryet* qui n'a pas fait dans la surenchère et qui dit prendre acte et attendre les prochains jours pour prendre position définitive.

Ces hauts parleurs idéologiques auraient pu mieux utiliser leur talent pour faire de la pédagogie et expliquer dans le calme et la sérénité quels sont les enjeux ne sacrifiant pas ainsi à la tentation de zaïmisme- comme héritage des travers des idéologues qui ont fait tant de mal au pays- pour capter des voix qui permettraient une éventuelle ambition politique. Rien n'est moins sûr les opinions sont volatiles surtout quand elles sont gérées à l'émotion.

La comédie humaine et le danger d'une situation économique préoccupante

Il faut nous faut d'abord méditer sur ce que c'est la fidélité en politique. Il est vrai que Talleyrand disait que « pour rester dans son parti, il faut changer plusieurs fois d'opinion » . Cette boutade a une triste application avec les volte faces éclairs de ceux qui hier encore parlaient à propos du président de prophète ! Ils faisaient suivre toutes phrases qu'ils prononçaient de la scandaleuse formule : Les programmes et les orientations du président de la République Abdelaziz Bouteflika sans conviction sans se demander en quoi consiste ce programme creux et sonore . Il est vrai que dans leur hubris, ils attribuent les inaugurations dans le social des 1000 milliards de la rente au génie du président. Il est triste de constater que depuis une quinzaine de jours on distribue encore des logements sans prononcer le nom du président ?

Il est vrai que la rente ne couvre plus nos gabegies ! Savons nous que depuis 2014, nous avons commencé à puiser d'une façon frénétique dans le fond de régulation que nous avons asséché (55 milliards de \$) , les réserves de change ont diminué de 130 milliards de \$. La planche à billet qui n'a pas chômé a permis d'imprimer 6500 milliards de dinars. Nous avons un déficit dans la balance de paiement . Le climat des affaires est délétère. Il nous resterait pour 75 milliards de \$ soit la possibilité de tenir encore à ce rythme pendant deux ans avant de confier notre destin au FMI. Tout ceci parce que nous n'avons pas jugé la prudence. Est-ce normal que notre loi des finances soit indexée sur le prix d'un baril erratique dont nous ne maîtrisons ni les tenants ni les aboutissants ? C'est dire que tout était artificiel.

D'autant que la corruption étant devenue un mode de gouvernance qui permet par exemple de blanchir des rentes en important des voitures en ckd qui coutent plus cher que si on les importait montée Résultat des courses à titre d'exemple nous avons dépensé 3,5 milliards de \$ pour moins de 280.000 véhicules sans que l'Etat n'est perçu un centime de TVA avec des rpix de vente de l'ordre de 50 % plus cher. Tout ceci dans un pays qui a plus besoin d'une politique de transport que de distribuer une rente indirecte à des monteurs de véhicules qui en sont encore à la voiture thermique – récupération de tous les rebuts du monde – alors que le monde se lance dans la révolution de la locomotion électrique. Et que les véhicules thermiques seront plus construits dans les prochaines années. Le pouvoir n'a jamais voulu d'une transition énergétique vers le Développement Humain Durables qui oblige à plus de transparence quitte à jouer le destin des générations futures en leur laissant une Algérie stérilisée ouverte à tout vent où ils auraient écumer les dernières gouttes de pétrole et bulle de gaz !

Comment pourrait se faire la transition?

Si on donnait crédit vigilant à la proposition de l'armée, car il ne faut pas croire que le chef d'Etat major est seul à décider d'autant que le lendemain, le chef d'Etat major reprenait la parole pour marteler que l'armée ne sortira pas de ses missions que lui assigne la République, La sortie de crise pourrait se faire d'une façon apaisée . En effet l'article 102 prévoit deux cas de figure, celle d'une démission, ce qui n'est pas le cas. La deuxième voie ou celle d'un «empêchement» pour raison de santé, soit la procédure désormais envisagée pour pousser Abdelaziz Bouteflika vers la sortie avant l'expiration de son mandat le 28 avril. Le Conseil constitutionnel qui est dirigé par l'ancien ministre de la Justice, Tayeb Belaïz, devra constater l'empêchement «par tous moyens appropriés» avant de proposer, à l'unanimité de ses membres, au Parlement de «déclarer l'état d'empêchement». Les deux chambres du Parlement devront se prononcer «à la majorité des deux tiers». Dans un tel scénario, le président du Conseil de la nation, en l'occurrence, Abdelkader Bensalah, assurerait l'intérim pendant quarante-cinq jours au plus. Le gouvernement resterait en place durant cette période. Le président par intérim aurait d'après la constitution 90 jours pour organiser l'élection. La tâche est ardue, mais pas impossible il y a une certaine expérience de l'administration. Une fois publié, le décret de l'appel à l'élection, il y aura la révision des listes électorales et là il faut être très vigilants pour ne pas tomber dans les travers des élections truquées, fruits d'un héritage des élections coloniales à la Naegelen et l'appel des candidats à présenter leurs dossiers de candidature.

Les démolisseurs externes de l'Algérie

A côté des partis politiques et personnalités qui se sont prononcés contre ce Plan B, il faut aussi citer les interférences externes C'est à se demander si l'objectif ultime est de détruire l'Algérien en semant le chaos. Caton L'Ancien terminait toujours ses discours par la formule «*Delenda Carthago Est*»: «Carthage doit être détruite» Mutatis Mutandis pour les fossoyeurs potentiels du rêve d'une Algérie tournée vers la modernité: «*Delenda Algeria Est*» «L'Algérie doit être détruite» «nos «amis» et ils sont nombreux sont en train de faire preuve d'imagination pour détourner le fleuve qui doit nous permettre avec 1962 et fonder la IIe République Les manifestations pacifiques qui ont émerveillé le monde par leur haut degré de pacifisme et de civisme ont, comme il fallait s'y attendre, éveillé les appétits de ceux qui, dans la position du sniper embusqué, attendaient le moment venu pour «tirer». Il en est ainsi des anciens éléments du parti extrémiste FIS. A partir de Paris, c'est l'ancien félon proclamé «écrivain» qui refait surface. De plus, depuis le début des mobilisations populaires en Algérie, un certain nombre de «spécialistes» autoproclamés occupent le terrain médiatique en France. «Dans ce clair obscur» «écrit Gramsci, «apparaissent les monstres.» Nous y sommes! Soyons vigilants!

L'option Conseil National de Transition pourrait être mise en oeuvre car si les masses populaires refusent qu'un ancien du système organise les élections qualifiées de déterminantes pour mettre l'Algérie sur les rails de la modernité, beaucoup de personnalités avancent les noms de personnalités au-dessus de la mêlée, intègres, à l'instar du président Liamine Zeroual, des anciens chefs de gouvernement, Mouloud Hamrouche, Sid Ahmed Ghazali, Mokdad Sifi et Ahmed Benbitour que pourraient rejoindre d'autres personnalités de la société civile. C'est en tout cas à titre personnel ce que j'ai avancé dans l'interview à TSA et au quotidien Echaâb. J'ai la pénible impression que, tout autant que nous sommes, n'appréhendons pas à sa juste mesure la gravité de la situation.

Ce que je crois

La question qui me vient à l'esprit est la suivante : Devons nous continuer en plein XXIe

siècle à user des ficelles démagogiques - comme au bon vieux temps du parti unique et de la langue de bois- qui ont fait tant de mal au pays ? Pourquoi les hommes politiques n'essaieraient pas d'être des hommes d'Etat responsables en pensant en priorité à l'Algérie, sa place dans le monde aux jeunes qui sont en attente et qui malheureusement peuvent être sensibles au discours démagogique qui consiste à renverser la table- casser les structures de l'Etat avec une formule qui me paraît dangereuse « *ga'3 Irouhou !* », « Tous doivent dégager ! » - ceci sans nuance, pour paraître aux yeux de la foule chauffé à blanc par des slogans à l'emporte pièce , un redresseur de torts et séduire ce faisant d'une façon immorale l'imaginaire des jeunes.

Pourquoi, enfin, ne pas se battre à *la loyale* et gagner ces galons en audience auprès du peuple en proposant un projet viable avec des actions faisables et là encore en ne tirant pas des plans sur la lune en martelant vis-à-vis à des jeunes qu'il faut suer qu'il faut se mettre au travail, que le résultat ne se verra pas tout de suite et qu'il faut être résilient et même pour l'homme d'Etat qui a une vision du futur prendre le risque d'être impopulaire s'il a la conviction qu'il doit faire partager par le plus grand nombre que ces décisions sont incontournables en dehors de toute démagogie

Je m'adresse à celles et à ceux qui ont l'Algérie au coeur, à ceux qui ne mettent pas en avant leur parcours personnel en leur demandant de mettre de côté leurs ressentiments et leur volonté de régler des comptes avec le système, surtout ceux qui savent parler aux jeunes, par leurs idées ils peuvent soit contribuer à l'apaisement soit à l'embrasement. Je m'adresse en définitive à ceux qui ont une vision de l'avenir. Le moment est venu de tourner la page après vingt ans d'errance multidimensionnelle. Les Algériennes et les Algériens seraient reconnaissants à tous ceux qui leur indiquent le chemin de l'effort en les appelant à patienter en donnant du temps au temps. Cette nécessaire transition devrait permettre, si elle est bien conduite, d'aboutir à l'élections d'ici la fin 2019 au plus tard. Ne décevons pas les jeunes qui attendent beaucoup de cette transition. Montrons que nous pouvons par nous-mêmes faire cette transition en pente douce.

Dans le même temps, le monde ne nous attend pas. Il faut faire vite et bien. il faut aller vers le XXIe siècle dans le calme, la sérénité et la non-violence pour donner une utopie à cette jeunesse en panne d'espérance. Cette «belle révolution» doit montrer à la face du monde que les Algériennes et Algériens ont décidé d'être acteurs de leur destin. Veillons à éviter les provocations et les récupérations malsaines. Une Algérie de nos rêves, fière de ses identités multiples, ancrée dans son islam maghrébin fait de tolérance, mais résolument tournée vers le progrès est à notre portée.

Nous avons besoin de réhabiliter la maison Algérie, redorer le blason terni et galvaudé de la glorieuse Révolution de Novembre qui, en son temps, fut une aventure humaine citée en exemple dans tous les continents et que les différents pouvoirs depuis 1962 ont méticuleusement détricoté. Nous devons forger l'Algérien du XXIe siècle, fier et se revendiquant de ses riches identités, fasciné par l'avenir et militant par-dessus tout pour une école qui sert d'ascenseur social, une école qui permet de réussir, une école tournée vers le futur. Pour cela, seul le parler vrai permettra de convaincre l'Algérienne et l'Algérien, ces frondeurs qui ont l'Algérie à fleur de peau, capables du meilleur comme du pire si on attende à leurs fondamentaux au nom d'une âme «algérienne» que nous avons en héritage depuis trois dizaines de siècles. Soyons vigilants et prôtons le dialogue.

L'Algérie devrait être pour chacun de nous , selon la belle formule de Renan, *un plébiscite de tous les jours*, il y a toujours un avenir si on a la foi chevillée au corps. Parmi les grands

chantiers, le système éducatif et la rente. Comment sortir de la malédiction de la rente? En militant inlassablement pour une Algérie du XXI^e siècle qui fait siennes les conquêtes de la science, du Web 3.0, de la 5G son Graal. Une Algérie du travail bien fait, de la sueur, il faut réhabiliter l'effort, il nous faut nous remettre au travail. Seuls le savoir et la connaissance permettront à l'Algérie d'aller vers un futur apaisé. Cette merveilleuse Algérie n'a pas cessé de nous étonner par la présence archéologique de l'enfance de l'humanité, -l'Homme de Aïn Boucherit serait vieux de 2,4 millions d'années par son histoire, par la générosité de son climat, par la richesse de ses sols et de son sous-sol, mais aussi par la façon de son peuple, la débrouillardise de sa jeunesse qui, malgré tout, arrive à tenir la tête hors de l'eau.

Il est absolument urgent que les institutions fonctionnent, que les relations avec l'extérieur reprennent et que chacun à son poste reprenne son travail et redouble d'efforts. Que les Algériennes et Algériens se rassurent. Cette belle révolution va propulser le pays vers la modernité. Les jeunes doivent savoir que plus rien ne sera comme avant. Les futurs dirigeants du pays le savent, ils doivent rendre compte systématiquement de ce qu'ils font d'une façon civilisée. Plus de passe-droit, plus de 'accabya » de régionalisme, plus d'instrumentalisation de la religion. Le citoyen algérien quel qu'il soit sera jugé à l'aune de sa valeur ajoutée et de sa contribution à la richesse multidimensionnelle du pays. Seuls le travail bien fait, la science, le savoir au sens large permettront au pays de garder son rang.

Professeur Chems Eddine Chitour

Ecole Polytechnique Alger

Notes :

1. <https://www.mediapart.fr/journal/international/260319/luis-martinez-l-armee-algerienne-decapite-symboliquement-le-president>

2. <http://www.lexpressiondz.com/actualite/312805-le-quitus-des-constitutionnalistes.html>

Article de référence http://www.lexpressiondz.com/chroniques/analyses_du_professeur_chitour/312799-avenement-de-la-iiie-republique.html

La source originale de cet article est Mondialisation.ca

Copyright © [Chems Eddine Chitour](#), Mondialisation.ca, 2019

Articles Par : [Chems Eddine Chitour](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca